

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2013/00027]

18 DECEMBRE 2012. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 avril 2005 fixant les règles particulières de calcul et de répartition des dotations communales au sein d'une zone de police pluri-communale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'article 40, alinéa 6;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 2005 fixant les règles particulières de calcul et de répartition des dotations communales au sein d'une zone de police pluricommunale;

Considérant que les travaux relatifs à l'adoption d'une loi de financement de la police locale ne sont pas encore aboutis;

Qu'il s'impose en conséquence de prolonger l'application de l'actuelle clé de répartition;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 juillet 2012;

Considérant que l'avis du Conseil consultatif des Bourgmestres n'a pas été régulièrement donné dans le délai fixé et qu'aucune demande de prolongation n'a été formulée, qu'en conséquence, il a été passé outre;

Vu l'avis 52.064/2 du Conseil d'Etat, donné le 16 octobre 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 3, alinéa 3, de l'arrêté royal du 7 avril 2005 fixant les règles particulières de calcul et de répartition des dotations communales au sein d'une zone de police pluricommunale, le chiffre « 2009 » est remplacé par le chiffre « 2012 ».

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 2012.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2013/00027]

18 DECEMBER 2012. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 april 2005 houdende de nadere regels inzake de berekening en de verdeling van de gemeentelijke dotaties in de schoot van een meergemeentepolitiezone

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, artikel 40, zesde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 2005 houdende de nadere regels inzake de berekening en de verdeling van de gemeentelijke dotaties in de schoot van een meergemeentepolitiezone;

Overwegende dat de werkzaamheden om uit te monden in een wet tot financiering van de lokale politie nog niet werden beëindigd;

Dat om die redenen de toepassing van de huidige verdeelsleutel dient te worden verlengd;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 juli 2012;

Overwegende dat het advies van de Adviesraad van Burgemeesters niet regelmatig binnen de voorgeschreven termijn gegeven werd en dat geen enkel verzoek tot verlenging van de termijn werd geformuleerd, dat er bijgevolg aan werd voorbijgegaan;

Gelet op het advies 52.064/2 van de Raad van State, gegeven op 16 oktober 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 3, derde lid, van het koninklijk besluit van 7 april 2005 houdende de nadere regels inzake de berekening en de verdeling van de gemeentelijke dotaties in de schoot van de meergemeentepolitiezone wordt het cijfer « 2009 » vervangen door het cijfer « 2012 ».

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 december 2012.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[2012/205523]

20 SEPTEMBRE 2012. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur et l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, l'article 23, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 et modifié par les lois des 29 février 1984 et 18 juillet 1990;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

Vu l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur;

Vu l'arrêté ministériel du 30 janvier 2006 fixant les critères et la procédure de sélection des membres du jury d'examen visé à l'article 34, § 2, alinéa 2 de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite de véhicules à moteur;

Vu l'association des gouvernements de régions;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 avril 2012;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[2012/205523]

20 SEPTEMBER 2012. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen en het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, artikel 23, vervangen bij de wet van 9 juli 1976 en gewijzigd bij de wetten van 29 februari 1984 en 18 juli 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 januari 2006 tot vaststelling van de criteria en de procedure van selectie van de leden van de examencommissie bedoeld in artikel 34, § 2, lid 2 van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen;

Gelet op de betrokkenheid van de gewestregeringen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 april 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 avril 2012 :

Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise;

Vu l'avis n° 51.131/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 avril 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur et du Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications dans l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur*

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur, remplacé par l'arrêté du 17 mars 2005 et modifié par l'arrêté du 1^{er} septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans les 4^o, 5^o, 6^o et 7^o, les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « le ministre ou son délégué »;

b) le 8^o est complété par les mots « , à savoir toute modification demandant un contrôle sur place par des fonctionnaires ou agents visés à l'article 39, § 1^{er}; »;

c) un 9^o est inséré, rédigé comme suit :

« 9^o « activités d'école de conduite » : activités visées aux articles 14 et 15 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire et aux articles 4 et 9 de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B; »;

d) un 10^o est inséré, rédigé comme suit :

« 10^o « membre du personnel » : toute personne qui remplit des missions de direction ou d'enseignement pour l'école de conduite dans un lien de subordination ou d'indépendance.

Art. 2. Dans l'article 2, § 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 17 mars 2005, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Les heures de cours théoriques et pratiques de conduite, visées aux articles 14 et 15 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire et aux articles 4 et 9 de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, peuvent seulement être données par des écoles de conduite agréées par le ministre ou son délégué, conformément aux dispositions du présent arrêté. ».

Art. 3. L'article 3, alinéa 2, du même arrêté est complété par ce qui suit :

« Le terrain d'entraînement n'est toutefois pas exigé pour l'enseignement pratique de la conduite des véhicules de la catégorie B. ».

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article 3bis, rédigé comme suit :

« Art. 3bis. Les activités d'école de conduite ne peuvent être exercées que depuis une unité d'établissement exploitée par l'école de conduite agréée, pour laquelle une autorisation d'exploiter a été délivrée ou à partir du terrain d'entraînement approuvé. ».

Art. 5. A l'article 5 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « le ministre ou son délégué »;

2^o le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« Le candidat est informé par écrit, au plus tard trois mois à compter de la réception de sa demande, du caractère complet ou incomplet de sa demande. A défaut de notification du caractère complet de la demande dans ce délai, la demande est considérée comme complète. »;

3^o dans le paragraphe 1^{er}, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« A défaut d'un dossier complet dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la lettre ayant signifié le caractère incomplet de la demande, la demande d'agrément est classée sans suite. »;

4^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 4, les mots « Le Ministre » sont remplacés par les mots « Le ministre ou son délégué »;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 16 april 2012;

Gelet op het voorafgaande onderzoek met betrekking tot de noodzakelijkheid van de uitvoering van een effectbeoordeling waaruit blijkt dat een effectbeoordeling niet vereist is;

Gelet op advies nr. 51.131/4 van de Raad van State, gegeven op 16 april 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en van de Staatssecretaris voor Mobiliteit,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Hoofdstuk 1. — *Wijzigingen in het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen*

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen, vervangen bij het besluit van 17 maart 2005 en gewijzigd bij het besluit van 1 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de bepalingen onder 4^o, 5^o, 6^o en 7^o, worden de woorden "de Minister" vervangen door de woorden "de minister of zijn gemachtigde";

b) de bepaling onder 8^o wordt aangevuld met de woorden ", meer bepaald elke wijziging die een nazicht ter plaatse door de in artikel 39, § 1 bedoelde ambtenaren of beambten noodzakelijk maakt;";

c) de bepaling onder 9^o wordt ingevoegd, luidende :

"9^o "rijkschoolactiviteiten" : de activiteiten bedoeld in de artikelen 14 en 15 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs en artikelen 4 en 9 van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B;";

d) de bepaling onder 10^o wordt ingevoegd, luidende :

"10^o "personeelslid" : elke persoon die voor de rijkschool leiding- of onderwijsopdrachten vervult in dienstverband of als zelfstandige.

Art. 2. In artikel 2, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van 17 maart 2005 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"De in artikelen 14 en 15 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs en in artikelen 4 en 9 van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B bedoelde lesuren theoretisch en praktisch rijonderricht mogen enkel gegeven worden door rijkscholen door de minister of zijn gemachtigde erkend overeenkomstig de bepalingen van dit besluit."

Art. 3. Artikel 3, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

"Het oefenterrein is evenwel niet vereist voor het praktisch onderricht voor het besturen van voertuigen van categorie B."

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 3bis ingevoegd, luidende :

"Art. 3bis. Rijkschoolactiviteiten mogen enkel worden gestart vanuit een door de erkende rijkschool geëxploiteerde vestigingseenheid, waarvoor een exploitatievergunning is verkregen, of vanop het goedgekeurde oefenterrein."

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "de Minister" vervangen door de woorden "de minister of zijn gemachtigde";

2^o paragraaf 1, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

"De kandidaat wordt ten laatste drie maanden na de ontvangst van zijn aanvraag via schrijven in kennis gesteld dat zijn aanvraag al dan niet volledig is. Bij gebrek aan een kennisgeving betreffende de volledigheid van de aanvraag binnen die termijn, wordt de aanvraag verondersteld volledig te zijn."

3^o in paragraaf 1, tussen het tweede en derde lid wordt een lid ingevoegd als volgt :

"Bij gebrek aan een volledig dossier binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de ontvangstdatum van de brief die het onvolledig karakter van de aanvraag aangeeft, wordt de aanvraag van erkenning zonder gevolg geklasseerd."

4^o in paragraaf 1, vroegere derde lid, dat het vierde lid wordt, worden de woorden "de Minister" vervangen door de woorden "de minister of zijn gemachtigde";

5° le paragraphe 2, alinéa 2, 1°, est remplacé par ce qui suit :

« 1° une fiche du personnel reprenant les données des membres du personnel, avec copie des autorisations et des documents attestant que ces personnes satisfont aux conditions prévues aux articles 11 et 12. Le modèle de cette fiche est déterminé par le ministre ou son délégué; »;

6° dans le paragraphe 2, alinéa 2, 3°, les mots « certificat de bonnes conduites, vies et mœurs » sont remplacés par les mots « extrait du casier judiciaire »;

7° dans le paragraphe 2, alinéa 2, le 4° est abrogé;

8° dans le paragraphe 2, alinéa 4, les mots « , 3° et 4° » sont remplacés par les mots « et 3° ».

Art. 6. A l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, les mots, « sauf si les données relatives à l'école de conduite concernée avaient déjà été communiquées en application de l'article 6, § 3, de la loi du 16 janvier 2003 portant création de la Banque-Carrefour des Entreprises, » sont abrogés;

2° dans le paragraphe 3, les mots « Le Ministre » sont remplacés par les mots « Le ministre ou son délégué ».

Art. 7. A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« Les documents suivants sont joints à la demande :

1) une déclaration sur l'honneur attestant de l'usage du local destiné à l'administration de l'unité d'établissement;

2) un schéma à l'échelle du local de cours et, le cas échéant, du terrain d'entraînement, avec mention des équipements visés aux articles 15 et 16 et des catégories d'enseignement sollicitées;

3) les catégories de véhicules pour lesquelles l'enseignement pratique sera dispensé :

a) catégorie d'enseignement A : véhicules des catégories A3 et A;

b) catégorie d'enseignement B : véhicules de la catégorie B;

c) catégorie d'enseignement C-D : véhicules des catégories et sous-catégories C1, C, D1 et D;

d) catégorie d'enseignement E : véhicules des catégories et sous-catégories B+E, C1+E, C+E, D1+E et D+E;

e) catégorie d'enseignement G : véhicules de la catégorie G;

4) sauf pour la catégorie d'enseignement B, une demande d'approbation de terrain d'entraînement, visée à l'article 8. Si le terrain d'entraînement a déjà fait l'objet d'une approbation, le demandeur devra uniquement mentionner le numéro de matricule de ce terrain dans sa demande;

5) une attestation du bourgmestre ou des services d'incendie compétents établissant que le local de cours et le local administratif répondent aux normes légales en vigueur;

6) le schéma des cours théoriques et pratiques. »;

2° le paragraphe 2, 6°, est remplacé par ce qui suit :

« 6° le cas échéant, la localisation et le numéro de matricule du terrain d'entraînement; »;

3° dans le paragraphe 3, les mots « Le Ministre » sont chaque fois remplacés par les mots « Le ministre ou son délégué ».

Art. 8. L'article 9, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« L'octroi et le retrait de l'agrément d'école de conduite et de l'autorisation d'exploiter une unité d'établissement sont publiés au *Moniteur belge* et sont également enregistrés dans la Banque-Carrefour des Entreprises, qui peut communiquer ces données via son portail. L'octroi et le retrait de l'approbation du terrain d'entraînement sont publiés au *Moniteur belge*. ».

Art. 9. A l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « 250 euros » sont remplacés par les mots « 260 euros » et les mots « 125 euros » par les mots « 130 euros »;

5° in paragraaf 2, tweede lid, wordt de bepaling onder 1°, vervangen als volgt :

"1° de personeelsfiche voor de gegevens van de personeelsleden met afschrift van de toelatingen en stukken die bevestigen dat deze personen aan de door artikelen 11 en 12 bepaalde voorwaarden voldoen. Het model van de fiche wordt vastgelegd door de minister of zijn gemachtigde;"

6° in paragraaf 2, tweede lid, 3°, worden de woorden "getuigschrift van goed zedelijk gedrag" vervangen door de woorden : "uittreksel uit het strafregister";

7° in paragraaf 2, tweede lid, wordt de bepaling onder 4° opgeheven;

8° in paragraaf 2, vierde lid, worden de woorden ", 3° en 4° " vervangen door de woorden " en 3°".

Art. 6. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, worden de woorden ", tenzij het gegevens betreft die door de betreffende onderneming reeds werden medegedeeld in uitvoering van het artikel 6, § 3, van de wet van 16 januari 2003 houdende oprichting van de Kruispuntbank van Ondernemingen" opgeheven;

2° in paragraaf 3, worden de woorden "de Minister" vervangen door de woorden "de minister of zijn gemachtigde".

Art. 7. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

"De volgende documenten worden bij de aanvraag gevoegd :

1) een verklaring op eer dat het lokaal voor de administratie van de vestigingseenheid bestemd is;

2) een schema op schaal van het leslokaal en in voorkomend geval het oefenterrein met vermelding van de in artikelen 15 en 16 bedoelde uitrusting en van de gevraagde onderrichtcategorieën;

3) de categorieën van voertuigen waarvoor het praktische onderricht verstrekt zal worden :

a) onderrichtcategorie A : voertuigen van de categorieën A3 en A;

b) onderrichtcategorie B : voertuigen van de categorie B;

c) onderrichtcategorie C-D : voertuigen van de categorieën en subcategorieën C1, C, D1 en D;

d) onderrichtcategorie E : voertuigen van de categorieën en subcategorieën B+E, C1+E, C+E, D1+E en D+E;

e) onderrichtcategorie G : voertuigen van de categorie G;

4) behalve voor de onderrichtcategorie B, een aanvraag van goedkeuring van een oefenterrein bedoeld in artikel 8. Als het oefenterrein al goedgekeurd werd, moet de aanvrager alleen het stamnummer van dat terrein op zijn aanvraag vermelden;

5) een attest van de burgemeester of van de bevoegde brandweerdiensten dat vaststelt dat het leslokaal en het administratief lokaal voldoen aan de geldende wettelijke normen;

6) het schema van de theoretische en praktische lessen.";

2° in paragraaf 2, wordt de bepaling onder 6° vervangen als volgt :

"6° in voorkomend geval, de ligging en het stamnummer van het oefenterrein;"

3° in paragraaf 3, worden de woorden "de Minister" elke keer vervangen door de woorden "de minister of zijn gemachtigde".

Art. 8. Artikel 9, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"De toekenning en de intrekking van de erkenning van rijkschool en de exploitatievergunning van een vestigingseenheid worden in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd en worden eveneens geregistreerd in de Kruispuntbank van Ondernemingen, die deze gegevens via zijn portaal kan ter beschikking stellen. De toekenning en de intrekking van de goedkeuring van het oefenterrein worden in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd.".

Art. 9. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de paragraaf 1, worden de woorden "250 euro" vervangen door de woorden "260 euro" en de woorden "125 euro" door de woorden "130 euro";

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Il est dû par toute école de conduite, pour couvrir les frais d'administration, de contrôle et de surveillance, les redevances annuelles déterminées ci-après :

- 130 euros par école de conduite agréée;
- 130 euros par unité d'établissement. »;

3° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Il est en outre dû par toute école de conduite, pour couvrir les frais d'administration, de contrôle et de surveillance, les redevances annuelles déterminées ci-après :

- 55 euros par membre du personnel. »;

4° les paragraphes 4 et 5 sont insérés, rédigés comme suit :

« § 4. Les redevances fixées aux §§ 1^{er}, 2 et 3 sont perçues par les soins de l'administration.

Les redevances visées au § 1^{er} sont payées lors de la demande d'agrément d'une école de conduite, lors de la demande d'une autorisation d'exploiter une unité d'établissement ou lors de la demande d'une modification substantielle des données relatives à l'agrément ou à l'autorisation.

Les redevances annuelles, visées au § 2, sont payées au plus tard le 31 mars de l'année concernée.

Les redevances annuelles, visées au § 3, sont payées pour la première fois avant la mise en activité du membre du personnel auquel elles se rapportent. Elles sont ensuite payées au plus tard le 31 mars de l'année concernée, sur base de la fiche du personnel communiquée avant le 31 décembre de l'année précédente.

§ 5. Les redevances ne sont pas remboursables en cas de retrait de la demande, de classement sans suite de la demande ou de refus de l'octroi de l'agrément. ».

Art. 10. A l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est abrogé;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « Le directeur d'école de conduite veille » sont remplacés par les mots « Le directeur d'école de conduite ou un directeur adjoint d'école de conduite veille »;

3° le paragraphe 2, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« Le directeur d'école de conduite ne peut exercer sa fonction que dans une seule école de conduite. »;

4° dans le paragraphe 2, l'alinéa 3 est complété par les mots « , conformément au Code des sociétés. »;

5° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le directeur d'école de conduite communique immédiatement au ministre ou à son délégué toutes les modifications relatives aux membres du personnel, notamment celles créant une incompatibilité visée à l'article 13.

Toute modification est communiquée au moyen de la fiche visée à l'article 5, § 2, alinéa 2, 1° au ministre ou son délégué. ».

Art. 11. A l'article 12, § 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du 13 juin 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, la première phrase est remplacée par ce qui suit :

« Les membres du personnel doivent remplir les conditions suivantes : »;

2° dans l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots « du Ministre » sont remplacés par les mots « du ministre ou de son délégué » et les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « le ministre ou son délégué »;

3° dans l'alinéa 1^{er}, le 5°, est remplacé par ce qui suit :

« 5° être titulaire depuis trois ans au moins d'un permis de conduire délivré par un Etat membre de l'Espace économique européen, valable pour la conduite des véhicules de la catégorie B au moins ou d'une catégorie équivalente. Les personnes qui dispensent l'enseignement pratique de la conduite des véhicules des catégories B+E, C, C+E, D et D+E et des sous-catégories C1, C1+E, D1 et D1+E doivent, en outre, être titulaires d'un permis de conduire délivré par un Etat membre de l'Espace économique européen valable pour la conduite des véhicules de la catégorie ou sous-catégorie de véhicules dont elles enseignent la conduite. Les personnes qui dispensent l'enseignement pratique de la conduite des véhicules des catégories A3 et A doivent être uniquement titulaires d'un permis de conduire délivré par un Etat membre de l'Espace économique européen valable pour la conduite des véhicules de la catégorie A ou d'une catégorie équivalente. »;

4° dans l'alinéa 3, les mots « 1°, 2° et 7° » sont remplacés par les mots « 1° et 2° ».

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“ § 2. Elke rijsschool is de hierna bepaalde jaarlijkse retributies verschuldigd om de kosten van administratie, controle en toezicht te dekken :

- 130 euro per erkende rijsschool;
- 130 euro per vestigingseenheid.”;

3° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

“§ 3. Daarnaast is elke rijsschool tevens de hierna bepaalde jaarlijkse retributies verschuldigd om de kosten van administratie, controle en toezicht te dekken :

- 55 euro per personeelslid.”;

4° de paragrafen 4 en 5 worden ingevoegd, luidende :

“§ 4. De in §§ 1, 2 en 3 bedoelde retributies worden door toedoen van het bestuur geïnd.

De retributies, bedoeld in § 1, worden betaald bij de aanvraag van de erkenning van een rijsschool, bij de aanvraag van een exploitatievergunning van een vestigingseenheid of bij de aanvraag van een substantiële wijziging van de gegevens van de erkenning of van de vergunning.

De jaarlijkse retributies, bedoeld in § 2, worden jaarlijks betaald, uiterlijk op 31 maart van het betrokken jaar.

De jaarlijkse retributies, bedoeld in § 3, worden de eerste keer betaald voordat het personeelslid waarop ze betrekking hebben, zijn werkzaamheden start. Ze worden nadien uiterlijk op 31 maart van het betrokken jaar betaald op grond van de personeelsfiche die werd meegedeeld voor 31 december van het voorgaande jaar.

§ 5. In geval van intrekking van de aanvraag, wanneer aan de aanvraag geen gevolg wordt gegeven of in geval van weigering van de erkenning, zijn de retributies niet terugbetaalbaar.”.

Art. 10. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het derde lid opgeheven;

2° in paragraaf 2, lid 1, worden de woorden “De rijsschooldirecteur waakt” vervangen door de woorden “De rijsschooldirecteur of een adjunct-rijsschooldirecteur waakt”;

3° paragraaf 2, lid 2, wordt vervangen als volgt :

“De rijsschooldirecteur kan zijn functie slechts in één enkele rijsschool uitoefenen.”;

4° in paragraaf 2 word het derde lid aangevuld door de woorden : “, overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen.”;

5° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

“De rijsschooldirecteur deelt onmiddellijk alle aangebrachte wijzigingen betreffende de personeelsleden, met name deze die een onverenigbaarheid zoals bedoeld in artikel 13 veroorzaken, mee aan de minister of aan zijn gemachtigde.

Elke wijziging wordt meegedeeld door middel van de fiche bedoeld in artikel 5, § 2, lid 2, 1° aan de minister of zijn gemachtigde. ”.

Art. 11. In artikel 12, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 13 juni 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de eerste zin vervangen als volgt :

“De personeelsleden moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :”;

2° in het eerste lid, in de bepaling onder 3°, worden de woorden “door de Minister” vervangen door de woorden “door de minister of zijn gemachtigde”;

3° in het eerste lid wordt de bepaling onder 5° vervangen als volgt :

“5° gedurende ten minste drie jaar houder zijn van een rijbewijs dat is afgegeven door een lidstaat van de Europese Economische Ruimte, ten minste geldig voor het besturen van de categorie B of van een evenwaardige categorie. De personen die het praktisch onderricht verstrekken van de categorieën B+E, C, C + E, D en D+E en de subcategorieën C1, C1+E, D1 en D1+E moeten bovendien houder zijn van een rijbewijs dat is afgegeven door een lidstaat van de Europese Economische Ruimte, ten minste geldig voor de categorie of subcategorie waarvoor zij het onderricht verstrekken. De personen die het praktisch onderricht verstrekken voor het besturen van voertuigen van de categorieën A3 en A moeten enkel houder zijn van een rijbewijs dat is afgegeven door een lidstaat van de Europese Economische Ruimte, geldig voor het besturen van voertuigen van de categorie A of een evenwaardige categorie.”;

4° in het derde lid, worden de woorden “1°, 2° en 7°” vervangen door de woorden “1° en 2°”.

Art. 12. A l'article 14, § 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du 13 juin 2010, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, la phrase « Les directeurs d'école de conduite, directeurs adjoints d'école de conduite et instructeurs, titulaires d'une autorisation de diriger ou d'enseigner sont tenus de suivre une formation portant sur les matières visées au § 2. » est remplacée par la phrase suivante :

« Les directeurs d'école de conduite, directeurs adjoints d'école de conduite et instructeurs, titulaires d'une autorisation de diriger ou d'enseigner sont tenus de suivre une formation portant sur les matières visées au § 2 de sorte qu'à la fin d'un cycle de quatre ans pour les titulaires d'un brevet I ou de trois ans pour les autres personnes, chacune des matières visées ait été suivie. »;

b) dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le 1^o est complété par les mots « et approfondissement des matières d'examen prévues à l'annexe 2 »;

c) dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le 4^o est abrogé.

Art. 13. A l'article 16, § 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du 1^{er} septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Chaque unité d'établissement, autre que les unités d'établissement qui sont approuvées uniquement pour la catégorie B, dispose au moins d'un terrain d'entraînement; »;

2^o dans l'alinéa 2, le deuxième tiret est abrogé.

Art. 14. A l'article 18 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 1^{er} septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, 1^o, le mot « cinq » est remplacé par le mot « sept »;

2^o dans le paragraphe 2, 2^o, les mots « , du frein à main » sont abrogés;

3^o le paragraphe 2, 4^o, est remplacé par ce qui suit :

« 4^o le véhicule doit être équipé d'un système de rétroviseurs intérieurs placés de façon telle que l'élève et l'instructeur puissent, de leur siège respectif, surveiller la circulation vers l'arrière et sur la gauche et notamment, apercevoir un autre véhicule ayant commencé un dépassement par la gauche; »;

4^o le paragraphe 3, 3^o, est remplacé par ce qui suit :

« 3^o le véhicule doit être équipé d'un système de rétroviseurs extérieurs placés de façon telle que l'élève et l'instructeur puissent, de leur siège respectif, surveiller la circulation vers l'arrière et sur la gauche et notamment, apercevoir un autre véhicule ayant commencé un dépassement par la gauche, ainsi que d'un système permettant de visualiser l'angle mort; »;

5^o dans le paragraphe 5, l'alinéa 2 est abrogé;

6^o dans le paragraphe 5, l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« Peuvent seuls figurer sur le véhicule de cours, le nom ou la raison sociale de la personne morale, la dénomination, le logo, l'adresse, l'adresse électronique, le numéro de téléphone et le numéro de fax de l'école de conduite ainsi que de la publicité pour les activités d'école de conduite et des messages dans le cadre de la sécurité routière. En outre, le nom ou la raison sociale de la personne morale, la dénomination, le logo, l'adresse, l'adresse électronique, le numéro de téléphone et le numéro de fax de l'entreprise de transports de personnes ou de marchandises qui met le véhicule à disposition de l'école de conduite dans le cadre de l'apprentissage à la conduite peut également figurer sur le véhicule. ».

Art. 15. L'article 19 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 19. Chaque véhicule de cours fait l'objet d'une police d'assurance couvrant :

1^o la responsabilité civile de l'élève, tant comme conducteur que comme passager;

2^o les dommages causés, en toute circonstance, à la personne et aux biens de l'élève. En cas de responsabilité civile de l'élève, la couverture pour les dommages aux biens de l'élève peut être limitée à 1.000 euros.

Cette police stipule que l'assureur renonce à tout recours contre l'élève sauf en cas de sinistre intentionnel ou de faute lourde conformément à l'article 8 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre. ».

Art. 12. In artikel 14, § 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 13 juni 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1, eerste lid, wordt de zin « De rijkschooldirecteurs, adjunct-rijkschooldirecteurs, of instructeurs, die houder van een directie- of instructietoelating zijn, zijn verplicht om elk jaar een opleiding over de in § 2 bedoelde onderwerpen te volgen. » vervangen als volgt :

“De rijkschooldirecteurs, adjunct-rijkschooldirecteurs en instructeurs, die houder zijn van een directie- of instructietoelating, dienen een opleiding te volgen over de in § 2 bedoelde vakken, zodat op het einde van een cyclus van vier jaren voor de houders van brevet I of van drie jaren voor de andere personen elk vak is gevolgd.”;

b) in paragraaf 2, eerste lid, wordt de bepaling onder 1^o aangevuld met de woorden “en verdieping van de in de bijlage 2 bepaalde examenleerstof”;

c) in paragraaf 2, eerste lid, wordt de bepaling onder 4^o opgeheven.

Art. 13. In artikel 16, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 1 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het eerste lid wordt vervangen als volgt :

“Iedere vestigingseenheid, anders dan de vestigingseenheden die enkel voor de categorie B goedgekeurd zijn, beschikt over minstens één oefenterrein;”;

2^o in het tweede lid wordt de bepaling onder het tweede streepje opgeheven.

Art. 14. In artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 1 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in de paragraaf 1, 1^o, het woord “vijf” is vervangen door het woord “zeven”;

2^o in paragraaf 2, 2^o, worden de woorden “, van de noodreminrichting” opgeheven;

3^o paragraaf 2, 4^o, wordt vervangen als volgt :

“4^o het voertuig moet uitgerust zijn met een combinatie van achteruitkijkspiegels die zodanig binnen het voertuig zijn geplaatst dat de leerling en de instructeur, vanuit hun respectievelijke zitplaats het verkeer achter en links kunnen gadeslaan, en onder meer een ander voertuig kunnen waarnemen dat begonnen is links in te halen;”;

4^o paragraaf 3, 3^o, wordt vervangen als volgt :

“3^o het voertuig moet uitgerust zijn met een combinatie van achteruitkijkspiegels die zodanig buiten het voertuig zijn geplaatst dat de leerling en de instructeur, van hun respectievelijke zitplaats, het verkeer achter en links kunnen gadeslaan, en onder meer een ander voertuig kunnen waarnemen dat begonnen is links in te halen, en met een systeem dat de dode hoek zichtbaar maakt;”;

5^o in paragraaf 5 wordt het tweede lid opgeheven;

6^o in paragraaf 5, het vroegere derde lid, dat het tweede lid word, wordt vervangen als volgt :

“Op het lesvoertuig mogen enkel, de naam of maatschappelijke benaming van de rechtspersoon, de naam, het logo, het adres, het elektronische adres, het telefoonnummer en het faxnummer van de rijkschool, publiciteit voor de activiteiten van de rijkschool en berichten in het kader van de verkeersveiligheid voorkomen. Bovendien, mag de naam of maatschappelijke benaming van de rechtspersoon, de naam, het logo, het adres, het elektronische adres, het telefoonnummer en het faxnummer van de vervoers- of transportmaatschappij die het voertuig specifiek ter beschikking stelt aan de rijkscholen in het kader van een rijopleiding ook voorkomen op de voertuigen.”.

Art. 15. Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Artikel 19. Elk lesvoertuig moet door een verzekeringspolis gedekt worden voor :

1^o de burgerlijke aansprakelijkheid van de leerling, als bestuurder en als passagier;

2^o de schade die onder alle omstandigheden aan de leerling of zijn bezittingen berokkend wordt. In het geval van de burgerlijke aansprakelijkheid van de leerling mag de dekking van de schade aan de bezittingen van de leerling beperkt worden tot 1.000 euro.

Deze polis bepaalt dat de verzekeraar van elk verhaal tegen de leerling afziet, behalve in het geval van opzettelijk schadegeval of grove schuld overeenkomstig artikel 8 van de wet van 25 juni 1992 op de landsverzekeringsovereenkomst.”.

Art. 16. A l'article 22, du même arrêté, modifié par les arrêtés du 1^{er} septembre 2006 et du 13 juin 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« L'enseignement pratique des manœuvres a lieu sur le terrain d'entraînement approuvé, sauf s'il s'agit de l'enseignement pratique de la conduite des véhicules de la catégorie B. Pour les autres catégories, il peut avoir lieu sur la voie publique à la fin du cycle de formation. ».

2^o le paragraphe 3, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« Pour l'enseignement pratique de la conduite des véhicules de la catégorie A sur la voie publique, l'instructeur prend également place sur un véhicule de cette catégorie, ou dans un véhicule de la catégorie B. Il peut enseigner au maximum à deux candidats en même temps. ».

Art. 17. A l'article 23 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 17 mars 2005 et modifié par l'arrêté du 10 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En cas de carence de la part de l'école de conduite, notamment pour cause de faillite, le registre est mis à disposition des fonctionnaires et agents visés à l'article 39 pour l'établissement, par le Conseiller général de la Direction Certification et Inspection de l'administration, d'attestations mentionnant le nombre des heures de cours suivies qui sont prises en compte pour l'application de l'article 16, alinéa 2, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire. »;

2^o dans le paragraphe 8, de la version française, les mots « le Centre public d'Aide sociale » sont remplacés par les mots « le Centre public d'Action sociale ».

Art. 18. A l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, les mots « et orale » sont abrogés.

Art. 19. A l'article 27 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et orale » sont abrogés;

2^o dans l'alinéa 2, les mots « et orale » sont abrogés.

Art. 20. L'article 28 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Pour pouvoir participer au stage visé au chapitre III, en vue de l'obtention du brevet IV, le candidat doit avoir suivi une formation spécifique moto agréée. Cette formation porte sur les matières visées au point I. 4 de l'annexe 2. Une attestation de suivi de cette formation doit être produite afin de recevoir l'autorisation de stage.

Pour participer à l'examen en vue de l'obtention du brevet V, le candidat doit avoir suivi une formation spécifique camion agréée. Cette formation porte sur les matières visées au point I. 5. de l'annexe 2. Une attestation de suivi de cette formation doit être produite afin de recevoir l'autorisation de stage.

Le ministre ou son délégué agréé les formations spécifiques visées aux alinéas 1^{er} et 2. ».

Art. 21. A l'article 30, alinéa 2, du même arrêté, les mots « et orale » sont abrogés.

Art. 22. A l'article 31 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, 2^o, les mots « et les circulaires ministérielles qui s'y rapportent » sont abrogés;

2^o dans le paragraphe 1^{er}, le 3^o est abrogé;

3^o dans le paragraphe 2, l'alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« L'épreuve écrite est éliminatoire. Le candidat qui n'obtient pas 60 % pour la matière « connaissance théorique de la sécurité routière » et 50 % des points pour chacune des autres matières, considérées séparément, échoue. Le candidat doit obtenir 60 % des points pour les leçons modèles. ».

Art. 23. A l'article 33 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 13 juin 2010, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « des épreuves écrite et orale » sont remplacés par les mots « de l'épreuve écrite » et les mots « 180 heures » sont remplacés par les mots « 300 heures »;

2^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « des épreuves écrite et orale » sont remplacés par les mots « de l'épreuve écrite »;

3^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « à un quart » sont remplacés par les mots « à 3/4 »;

Art. 16. In artikel 22 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van 1 september 2006 en van 13 juni 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 1, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

"Het praktische onderricht van de manoeuvres vindt op een goedgekeurd oefenterrein plaats, behalve wanneer het gaat over het praktisch onderricht voor het besturen van voertuigen van categorie B. Voor de overige categorieën mag het plaatsvinden op de openbare weg aan het einde van de opleidingscyclus."

2^o paragraaf 3, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

"Voor het praktische rijonderricht voor de categorie A op de openbare weg moet de instructeur zelf op een voertuig van deze categorie plaatsnemen, of in een voertuig van de categorie B. Hij mag hoogstens twee kandidaten tegelijk onderrichten."

Art. 17. In artikel 23 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van 17 maart 2005 en gewijzigd bij het besluit van 10 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 4 wordt aangevuld met een lid luidende :

"In geval van onvermogen van de rijsschool, in het bijzonder wegens een faillissement, wordt het register ter beschikking gesteld van de ambtenaren en beambten bedoeld in artikel 39 voor het opmaken, door de Adviseur-generaal van de Directie Certificatie en Inspectie van de administratie, van de attesten die het aantal gevolgde lessen vermeldt dat in aanmerking worden genomen voor de toepassing van artikel 16, tweede lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs."

2^o in paragraaf 8 van de Franstalige versie, worden de woorden "le Centre public d'Aide sociale" vervangen door de woorden "le Centre public d'Action Sociale".

Art. 18. In artikel 26, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "en een mondelinge" opgeheven.

Art. 19. In artikel 27 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid worden de woorden "en de mondelinge" opgeheven;

2^o in het tweede lid worden de woorden "en mondelinge" opgeheven.

Art. 20. Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Om deel te kunnen nemen aan de stage voor het brevet IV, bedoeld in hoofdstuk III, moet de kandidaat een bijzondere erkende motorfietsopleiding gevolgd hebben. Deze opleiding omvat de stof bedoeld in punt I. 4. van bijlage 2. Een getuigschrift van deze opleiding moet voorgelegd worden om de stagetoelating te verkrijgen.

Om deel te nemen aan het examen voor het brevet V moet de kandidaat een bijzondere erkende opleiding voor vrachtwagens gevolgd hebben. Deze opleiding omvat de stof bedoeld in punt I. 5. van bijlage 2. Een getuigschrift van deze opleiding moet voorgelegd worden om de stagetoelating te verkrijgen.

De minister of zijn gemachtigde erkent de bijzondere opleidingen bedoeld in lid 1 en 2."

Art. 21. In artikel 30, tweede lid, van hetzelfde besluit worden, de woorden "en mondelinge" opgeheven.

Art. 22. In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1 worden in de bepaling onder 2^o de woorden « en de ministeriële omzendbrieven daarover » opgeheven;

2^o in paragraaf 1 wordt de bepaling onder 3^o opgeheven;

3^o in paragraaf 2 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"De schriftelijke proef is een schiftingsproef. De kandidaat die geen 60 % van de punten behaalt voor het examen over het vak "theoretische kennis van de verkeersveiligheid" en geen 50 % van de punten behaalt voor elk ander vak afzonderlijk, is niet geslaagd. De kandidaat moet 60 % van de punten behalen voor de modellessen."

Art. 23. In artikel 33 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 13 juni 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "schriftelijke en de mondelinge proef" vervangen door de woorden "schriftelijke proef" en de woorden "180 uur" worden vervangen door de woorden "300 uur";

2^o in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "schriftelijke en mondelinge proeven" vervangen door de woorden "schriftelijke proef";

3^o in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden "tot een kwart" vervangen door de woorden "tot 3/4";

4° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « de l'épreuve écrite et orale » sont remplacés par les mots « de l'épreuve écrite » et les mots « deux ans » sont remplacés par les mots « trois ans »;

5° dans le paragraphe 2, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« L'autorisation de stage perd sa validité après trois échecs à la leçon modèle. »;

6° le paragraphe 4 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le stagiaire ou son délégué annule les heures de stage effectuées par le stagiaire, si les conditions fixées dans les § 3 et § 4 ne sont pas remplies.

Si le stagiaire a échoué à la leçon-modèle, il recommence le stage prévu au § 1^{er}, alinéa 1^{er}. »;

7° le paragraphe 6, alinéa 1^{er}, est complété par la phrase suivante :

« Pendant la période comprise entre l'envoi de l'attestation de stage et l'obtention de l'autorisation d'enseigner, le candidat peut continuer à enseigner et à exécuter les tâches y relatives à titre de candidat-instructeur, uniquement au sein de l'école de conduite dans laquelle il a effectué son stage. »;

8° dans le paragraphe 6, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« L'attestation de stage perd sa validité à l'issue d'un délai de deux ans à compter de la réussite de l'épreuve écrite. ».

Art. 24. A l'article 34 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les membres du jury d'examen sont nommés par le ministre ou son délégué pour une période d'un an. A l'issue de cette période d'un an, et sauf décision contraire, la nomination est renouvelée de plein droit pour une période d'un an. Lorsqu'un mandat devient vacant au sein du jury d'examen, la personne nommée au cours du mandat l'est pour la durée du mandat qui reste à courir. »;

2° dans le paragraphe 2, à la place de l'alinéa 2, annulé par l'arrêté n° 200.116 du Conseil d'Etat, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Les critères et la procédure de sélection des membres du jury d'examen sont fixés à l'annexe 4. »;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « Le Ministre » et le mot « désigne ».

Art. 25. Dans l'article 38 du même arrêté, l'alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« En cas de force majeure, le droit d'inscription peut être remboursé par décision du ministre ou de son délégué. ».

Art. 26. A l'article 39 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les fonctionnaires et agents désignés par le ministre, ou son délégué, peuvent, en toutes circonstances, accéder aux locaux affectés à l'enseignement et à l'administration de l'école, ainsi qu'au terrain d'entraînement et assister aux leçons théoriques et pratiques. Ils peuvent prendre connaissance des livres et de la documentation de l'école, des cartes d'inscription des élèves, des fiches journalières, des listes de présences, des registres d'inscription et, en général, de tous les documents relatifs aux activités de l'école. Ils peuvent, le cas échéant, se faire remettre une copie aux fins d'enquête. »;

2° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le directeur d'école de conduite fournit, à la demande du ministre ou de son délégué, tout renseignement concernant l'application du présent arrêté. »;

3° dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 et l'alinéa 3 sont abrogés;

4° il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Toutes les personnes visées au présent article sont tenues au secret professionnel. ».

Art. 27. Dans l'article 41, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « et dans l'article 10 » sont insérés entre les mots « chapitres IV et V du titre I^{er} » et les mots « , et après avoir été entendu ».

Art. 28. A l'article 48, § 7, du même arrêté les trois premiers alinéas sont remplacés par ce qui suit :

« Les montants repris au présent arrêté sont adaptés à l'indice des prix à la consommation le 1^{er} janvier de chaque année.

4° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "schriftelijke en de mondelinge proef" vervangen door de woorden "schriftelijke proef" en worden de woorden "twee jaar" vervangen door de woorden "drie jaar";

5° in paragraaf 2, wordt tussen het eerste lid en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende :

"De stageoelating verliest zijn geldigheid na drie mislukkingen voor de modelles.";

6° paragraaf 4 wordt aangevuld met twee leden luidende :

"De minister of zijn gemachtigde verklaart de door de stagiair afgelegde stage-uren als ongeldig indien niet aan de voorwaarden beschreven in de § 3 en § 4 is voldaan.

Als de stagiair niet is geslaagd voor de modelles, begint hij opnieuw de stage bedoeld in § 1, eerste lid.";

7° paragraaf 6, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende zin :

"De kandidaat kan gedurende de periode tussen het opsturen van het stageattest en het verkrijgen van de instructietoelating onderricht blijven verstrekken en de daarbij behorende taken blijven uitvoeren als kandidaat-instructeur, uitsluitend bij de rijschool waar de kandidaat de stage heeft doorlopen.";

8° in paragraaf 6 wordt het derde lid vervangen als volgt :

"Het stageattest verliest zijn geldigheid na twee jaar, te rekenen vanaf het slagen voor de schriftelijke proef.".

Art. 24. In artikel 34 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

"§ 2. De Minister of zijn gemachtigde benoemt de leden van de examencommissie voor een termijn van een jaar. Na dit jaar wordt de benoeming van rechtswege voor één jaar hernieuwd, behalve bij een andersluidende beslissing. Wanneer in de examencommissie een mandaat onbezet raakt, blijft de persoon, benoemd in de loop ervan, benoemd voor de overblijvende duur.";

2° in paragraaf 2, wordt in de plaats van het tweede lid, vernietigd bij arrest nr. 200.116 van de Raad van State, het als volgt luidende tweede lid ingevoegd :

"De criteria en de procedure van selectie van de leden van de examencommissie worden vastgelegd in bijlage 4.";

3° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "of zijn gemachtigde" ingevoegd tussen de woorden "De Minister" en de woorden "wijst onder de leden".

Art. 25. In artikel 38 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"In gevallen van overmacht kan het inschrijvingsgeld worden terugbetaald door beslissing van de minister of van zijn gemachtigde.".

Art. 26. In artikel 39 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"De door de minister, of zijn gemachtigde, aangewezen ambtenaren of beambten mogen in elke omstandigheid de voor het onderricht en de administratie van de school bestemde lokalen, evenals het oefenterrein, betreden en de theoretische en praktische lessen bijwonen. Zij mogen de boeken en de documentatie van de school, de inschrijvingskaarten van de leerlingen, de dagelijkse fiches, de aanwezigheidslijsten, de inschrijvingsregisters en, in het algemeen, alle bescheiden betreffende de schoolactiviteiten raadplegen. Zij mogen zich, zo nodig, met het oog op het onderzoek een kopie laten overhandigen.";

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid luidende :

"De directeur van de rijschool geeft op verzoek van de minister of zijn gemachtigde alle inlichtingen betreffende de toepassing van dit besluit.";

3° in paragraaf 2 worden het tweede en het derde lid opgeheven;

4° een paragraaf 3 wordt ingevoegd, luidende :

"§ 3. Alle personen bedoeld in dit artikel zijn aan het beroepsgeheim gehouden.".

Art. 27. In artikel 41, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "en de in artikel 10" ingevoegd tussen de woorden "hoofdstukken IV en V van titel I" en de woorden "bepaalde voorwaarden".

Art. 28. In artikel 48, § 7, van hetzelfde besluit worden de eerste drie leden vervangen als volgt :

"De in dit besluit vermelde bedragen worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

L'adaptation est réalisée à l'aide du coefficient qui est obtenu en divisant l'indice des prix du mois de novembre qui précède le mois de janvier au cours duquel l'adaptation aura lieu, par l'indice des prix du mois de novembre 2011.

Le résultat de cette adaptation sera arrondi à l'euro supérieur si les décimales du montant calculé sont supérieures ou égales à 0,50 ou à l'euro inférieur si les décimales sont inférieures à 0,50. ».

Art. 29. A l'annexe 1^{re}, alinéa 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté du 1^{er} septembre 2006, les mots suivants sont abrogés :

« Catégorie d'enseignement B :

- Cônes
- Bordures ».

Art. 30. A l'annexe 2 du même arrêté, modifiée par l'arrêté du 14 février 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la version française, les mots « et orale » sont abrogés et dans la version néerlandaise les mots « en de mondelinge » et les mots « en mondelinge » sont abrogés;

2° dans le point 1.1, les mots « et les circulaires ministérielles qui s'y rapportent » sont abrogés;

3° le point 1.2 est remplacé par ce qui suit :

« 1.2. Article 1^{er} jusque et y compris l'article 73 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire »;

4° le point 1.3 est abrogé;

5° le point 5.1 est abrogé.

Art. 31. L'annexe 3 du même arrêté est abrogée.

Art. 32. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 4 qui est jointe en annexe 1^{re} au présent arrêté.

CHAPITRE 2. — Modifications dans l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire

Art. 33. A l'article 4, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, le 15° est remplacé par ce qui suit :

« 15° les candidats qui suivent la formation "conducteur de poids lourds" ou la formation "conducteur d'autobus et d'autocars" organisée par l'enseignement de promotion sociale, dont le programme est approuvé par le ministre, en vue d'obtenir le permis de conduire valable respectivement pour les catégories C et C+E et les sous-catégories C1 et C1+E et pour les catégories D et D+E et les sous-catégories D1 et D1+E; ».

Art. 34. Dans l'article 38, § 14, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 24 août 2007, les mots « ou d'un stagiaire » sont insérés entre les mots « l'assistance d'un instructeur » et les mots « et à bord d'un véhicule d'apprentissage de l'école de conduite ».

Art. 35. Dans l'article 39, § 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du 10 juillet 2006, les mots « ou stagiaire » sont insérés entre les mots « , l'instructeur » et les mots « de l'école de conduite ».

CHAPITRE 3. — Dispositions finales

Art. 36. L'arrêté ministériel du 30 janvier 2006 fixant les critères et la procédure de sélection des membres du jury d'examen visé à l'article 34, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite de véhicules à moteur est abrogé.

Art. 37. Les dispositions concernant la suppression de l'épreuve orale, prévues aux articles 18, 19, 21, 25 et 26, entrent en vigueur à une date à déterminer par le Roi.

L'article 14, 1°, entre en vigueur le 1^{er} avril 2012.

Art. 38. Le Ministre qui a la Circulation routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Trapani, le 20 septembre 2012.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,
M. WATHELET

De aanpassing gebeurt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt door het indexcijfer van de maand november die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing zal plaatsvinden, te delen door het indexcijfer van de maand november 2011.

Het resultaat van deze aanpassing wordt afgerond naar boven indien het berekende bedrag hoger is of gelijk is aan 0,50 decimalen of naar beneden indien het berekende bedrag lager is dan 0,50 decimalen."

Art. 29. In bijlage 1, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 1 september 2006, worden de volgende woorden opgeheven :

"Onderrichtcategorie B :

- Bakens Kegels
- Boordstenen".

Art. 30. In bijlage 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 14 februari 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Franse versie worden de woorden "et orale" opgeheven en in de Nederlandse versie worden de woorden "en de mondelinge" en de woorden "en mondelinge" opgeheven;

2° in het punt 1.1 worden de woorden "en de ministeriële omzendingbrieven in verband daarmee" opgeheven;

3° het punt 1.2 wordt vervangen als volgt :

"1.2. Artikelen 1 tot en met 73 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs";

4° het punt 1.3 wordt opgeheven;

5° het punt 5.1 wordt opgeheven.

Art. 31. Bijlage 3 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 32. In hetzelfde besluit wordt een bijlage 4 ingevoegd die als bijlage 1 is gevoegd bij dit besluit.

Hoofdstuk 2. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs

Art. 33. Artikel 4, 15°, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs wordt vervangen als volgt :

"15° de kandidaten die de opleiding "vrachtwagenchauffeur" of de opleiding "bestuurder autobus en autocars" volgen, georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie, waarvan het programma is goedgekeurd door de minister, met het oog op het behalen van het rijbewijs respectievelijk geldig voor de categorieën C en C+E en voor de subcategorieën C1 en C1+E, en voor de categorieën D en D+E en de subcategorieën D1 en D1+E; "

Art. 34. In artikel 38, § 14, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van 24 augustus 2007, worden de woorden "of een stagiair" ingevoegd tussen de woorden "bijstand van een instructeur" en de woorden "en met een scholingsvoertuig".

Art. 35. In artikel 39, § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 10 juli 2006, worden de woorden "of stagiair" ingevoegd tussen de woorden ", de instructeur" en de woorden "van de rijkschool".

Hoofdstuk 3. — Slotbepalingen

Art. 36. Het ministerieel besluit van 30 januari 2006 tot vaststelling van de criteria en de procedure van selectie van de leden van de examencommissie bedoeld in artikel 34, § 2, lid 2, van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen wordt opgeheven.

Art. 37. De bepalingen betreffende de opheffing van het mondelinge examen, bepaald in de artikelen 18, 19, 21, 25 en 26, treden in werking op een door de Koning te bepalen datum.

Artikel 14, 1°, treedt in werking op 1 april 2012.

Art. 38. De Minister bevoegd voor het Wegverkeer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Trapani, 20 september 2012.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,
M. WATHELET

Annexe 1^{re} à l'arrêté royal du 20 septembre 2012 modifiant l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur et l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire

Annexe 4 à l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur

Critères et procédure de sélection des membres du jury d'examen

1. Critères de sélection

1.1 Des normes minimales relatives à l'accès à la fonction de membre du jury sont déterminées, afin d'améliorer les connaissances et les compétences des membres du jury, de permettre une évaluation plus objective des candidats et de parvenir à une plus grande harmonisation des examens.

1.2 Compétences exigées d'un membre du jury d'examen.

1.2.1 Une personne habilitée à faire passer un examen à un candidat doit avoir des connaissances, des compétences et des aptitudes relatives aux éléments énumérés ci-dessous.

1.2.2 Les compétences d'un membre du jury doivent lui permettre d'évaluer un candidat à un brevet d'aptitude professionnelle du personnel dirigeant et enseignant des écoles de conduite.

1.2.3 Il doit avoir la connaissance et la compréhension de la conduite et doit pouvoir évaluer.

Il doit avoir une connaissance générale de la législation routière applicable et de ses orientations interprétatives.

Il doit avoir connaissance de la théorie de l'interrogation et des techniques en matière d'évaluation.

1.2.4 Il doit, en matière d'évaluation, être capable d'observer avec précision et d'évaluer les aptitudes générales du candidat, en particulier son aptitude à :

- assimiler rapidement les informations et en extraire les éléments essentiels;
- anticiper, identifier les problèmes potentiels et élaborer des stratégies pour les résoudre;
- donner en temps utile des commentaires constructifs.

1.2.5 Le membre du jury d'examen doit :

- pouvoir déterminer et communiquer ce à quoi le candidat peut s'attendre pendant l'examen;
- doit pouvoir communiquer clairement, en choisissant un contenu, un style et des termes adaptés au candidat et au contexte. Le candidat doit recevoir une réponse à ces questions;
- doit pouvoir informer clairement les candidats des résultats de l'examen;
- traiter les candidats avec respect et sans discrimination.

2. Garantie de qualité

Le Service public fédéral Mobilité et Transports met en place un système garantissant la qualité afin de maintenir le niveau des normes pour les membres du jury.

3. Critères généraux et diplômes.

3.1 Les critères généraux auxquels les membres du jury d'examen doivent satisfaire sont les suivants :

3.1.1 Le représentant du Ministre est titulaire d'un grade de niveau A.

3.1.2 Le président est titulaire d'un grade de niveau A.

3.1.3 Les membres du jury chargés des leçons modèles doivent être titulaires d'un diplôme pédagogique.

Sont reconnus comme diplôme pédagogique, le diplôme de licencié ou maître en psychologie, licencié ou maître en science psychologique, licencié ou maître en psychologie d'entreprise et expérimentale, licencié ou maître en psychologie appliquée, licencié ou maître en orientation de carrière et sélection, licencié ou maître en science de l'éducation ou science pédagogique, licencié ou maître science pédagogique, licencié ou maître en science psychologique et pédagogique, licencié ou maître en science psychopédagogique, AESI, AES-groupe 1 ou agrégé pour l'ESS et l'ESNU, ESTC, ESTL, ETSI, EPSI, L'CAP ou le diplôme d'instituteur.

3.1.4 Les membres du jury chargés de la mécanique, technique et électricité automobile doivent être titulaires d'un des diplômes suivants : ESTC (ou bachelier) ou ETSS expert d'auto, ESTC (ou bachelier) ou ETSS ou ESCP mécanique d'auto, ESTC (ou bachelier) ou ETSS techniques d'auto, ESTC (ou bachelier) mécanique option mécanique d'auto, ESTC (ou bachelier) ou ETSS technique des véhicules à moteur, ETSS expert d'auto, ETSS garage, ETSS mécanique de moteurs diesel, ETSS techniques appliquées d'auto, ingénieur technicien ou industriel, certificat homologué (ESS) (ESP), AESI mécanique et AES-groupe 1 ou agrégé pour l'ESS et l'ESNU.

3.1.5 Les membres du jury chargés de la connaissance théorique de la sécurité routière et de la réglementation routière, du permis de conduire et des écoles de conduite doivent répondre à une des conditions suivantes :

- être titulaire d'un des diplômes suivants : docteur, licencié ou maître, candidat ou gradué ou bachelier en droit, ESTCPS-science de la circulation routière;
- une expérience de cinq ans comme titulaire d'un brevet 1 dans une école de conduite agréée;
- avoir trois ans d'expérience au sein du Service Fédéral Mobilité et Transports ou de l'Institut Belge de la Sécurité Routière ou dans un organisme agréé pour le contrôle technique.

3.1.6 Les membres du jury doivent avoir atteint l'âge de 23 ans au moins et doivent être titulaires d'un permis de conduire de la catégorie B depuis trois ans au moins.

4. Procédure de sélection

4.1 L'appel aux candidats est publié au *Moniteur belge* et est également porté à la connaissance du public via les médias.

L'avis mentionne la date limite des candidatures et les conditions requises.

4.2 Les candidats envoient leur candidature par courrier ordinaire au ministre ou son délégué dans les trente jours calendrier de la date de publication au *Moniteur belge*.

Ils joignent la preuve que les conditions requises sont remplies.

4.3 Les candidats sont convoqués par le Conseiller général de la Direction Certification et Inspection du Service public fédéral Mobilité et Transports pour un entretien d'évaluation.

Les candidatures et le résultat de l'évaluation des candidats sont transmis au Ministre.

4.4 Une réserve de recrutement peut, le cas échéant, être constituée.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 20 septembre 2012 modifiant l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur et l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,

Mme J. MILQUET.

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

M. WATHELET.

Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 20 september 2012 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen en het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs

Bijlage 4 bij het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen

Criteria en de procedure van selectie van de leden van de examencommissie

1. Criteria van selectie

1.1 Teneinde de kennis en kunde van de juryleden te verbeteren, een objectievere beoordeling van de kandidaten mogelijk te maken en om tot een grotere harmonisering van de examens te komen, worden er minimumnormen betreffende de toegang tot de functie van jurylid vastgesteld.

1.2 Vereiste vaardigheden voor een lid van de examencommissie.

1.2.1 Een persoon die bevoegd is tot het afnemen van een examen van een kandidaat dient te beschikken over de kennis, vaardigheden en inzichten die verband houden met de aspecten vermeld hieronder.

1.2.2 De vaardigheden van een jurylid dienen te zijn afgestemd op het examineren van een kandidaat voor een brevet van beroepsbekwaamheid van het leidinggevende en onderwijzende personeel van de rijsscholen.

1.2.3 Hij moet kennis en begrip hebben van het besturen en moet kunnen evalueren.

Hij moet een algemene kennis hebben van het van toepassing zijnde verkeersreglement en de interpretatieregels ervan kennen. Hij moet kennis hebben van de theorie van het afnemen van examens en de evaluatietechnieken.

1.2.4 Hij moet, in het kader van de evaluatievaardigheden, accuraat kunnen observeren en de algemene prestaties van de kandidaat kunnen beoordelen, met name zijn mogelijkheden om :

- snel informatie te verwerken en de hoofdpunten op te nemen;
- te anticiperen, mogelijke problemen op te merken en strategieën uit te werken om deze aan te pakken;
- tijdig opbouwend commentaar te geven.

1.2.5 Het lid van de examencommissie moet :

- kunnen bepalen en meedelen wat de kandidaat kan verwachten tijdens het examen;
- moet duidelijk kunnen communiceren en de inhoud, de vorm en de taal moeten zijn afgestemd op de kandidaat en de context. De kandidaat moet antwoord krijgen op zijn vragen;
- moet de uitslag van het examen duidelijk kunnen toelichten;
- moet alle kandidaten met respect en gelijk behandelen.

2. Kwaliteitswaarborg

De Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer hanteert een systeem van kwaliteitswaarborg om ervoor te zorgen dat de normen voor de juryleden op peil blijven.

3. Algemene criteria en diplomavereisten.

3.1 De algemene criteria waaraan de leden van de examencommissie moeten voldoen zijn de volgende :

3.1.1 De vertegenwoordiger van de Minister, is titularis van een graad van niveau A.

3.1.2 De voorzitter is titularis van een graad van niveau A.

3.1.3 De juryleden van de modellessen moeten houder zijn van een pedagogisch diploma.

Worden aanvaard als pedagogisch diploma, het diploma licentiaat of master psychologie, licentiaat of master psychologische wetenschappen, licentiaat of master bedrijfs- en experimentele psychologie, licentiaat of master toegepaste psychologie, licentiaat of master beroepsoriëntering en selectie, licentiaat of master opvoedingswetenschappen of opvoedkundige wetenschappen, licentiaat of master pedagogische wetenschappen, licentiaat of master psychologische en pedagogische wetenschappen, licentiaat psycho-pedagogische wetenschappen, GLSO, GVSO-groep 1 of geaggregeerde voor het HSO en NUHO, HOKT, HOLT, LSBO, LSTO, GPB, of het diploma van onderwijzer.

3.1.4 De juryleden van het vak automechaniek, -techniek en elektriciteit moeten minstens houder zijn van één van de volgende diploma's : HOKT (of bachelor) of HSTO auto-expert, HOKT (of bachelor) of HSTO of HSBL automechanica, HOKT (of bachelor) of HSTO autotechnieken, HOKT (of bachelor) mechanica, optie automechanica, HOKT (of bachelor) of HSTO motorvoertuigtechniek, HSTO auto-expert, HSTO garage, HSTO mechanica van dieselmotoren, HSTO toegepaste autotechnieken, technisch of industrieel ingenieur, gehomologeerd getuigschrift (HSO) (BSO), GLSO mechanica en GVSO-groep 1 of geaggregeerde voor het HSO en NUHO.

3.1.5 De juryleden van het vak theoretische kennis van de verkeersveiligheid en de rijbewijs-, rijsschool- en verkeersreglementering moeten voldoen aan één van de volgende voorwaarden :

- houder zijn van één van de volgende diploma's : doctor, licentiaat of master, kandidaat of gegradueerde of bachelor in de rechten, HOKTSP-verkeerskunde;
- vijf jaar ervaring voorleggen, als houder van een brevet 1, in een erkende rijsschool;
- drie jaar ervaring in de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer of in het Belgisch Instituut voor Verkeersveiligheid of in een erkend organisme voor technische controle.

3.1.6 De leden van de jury moeten minstens 23 jaar zijn en in het bezit zijn van een rijbewijs B gedurende minstens drie jaar.

4. Procedure van selectie.

4.1 Het aanwervingbericht wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* en wordt tevens bekendgemaakt aan het publiek via de media.

Het bericht vermeldt de uiterste inschrijvingsdatum en de gestelde voorwaarden.

4.2 De kandidaten stellen zich kandidaat, binnen de dertig dagen na publicatie in het *Belgisch Staatsblad* via een eenvoudige brief, gericht aan de minister of zijn gemachtigde.

Ze voegen het bewijs bij dat zij voldoen aan de vermelde voorwaarden.

4.3 De Adviseur-generaal van de Directie Certificatie en Inspectie van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer nodigt de kandidaten uit voor een evaluatiegesprek.

De kandidaturen en het resultaat van de evaluatie van elke kandidaat worden overgemaakt aan de Minister die beslist.

4.4 Er kan, indien nodig, een wervingsreserve worden aangelegd.

Gezien om gevoegd te worden bij het koninklijk besluit van 20 september 2012 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de erkenning scholen voor het besturen van motorvoertuigen en het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Mevr. J. MILQUET.

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,

M. WATHELET

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2012/14563]

8 JANVIER 2013. — Arrêté royal modifiant diverses dispositions relatives au permis de conduire AM, A1, A2 et A

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'article 23, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 et modifié par les lois des 29 février 1984 et 18 juillet 1990 et l'article 26, remplacé par la loi du 9 juillet 1976;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

Vu l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur;

Vu l'arrêté royal du 28 avril 2011 modifiant les catégories du permis de conduire, le modèle du permis de conduire et les conditions pour les examinateurs, conformément à la Directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 2012 relatif au permis de conduire modèle carte;

Vu l'arrêté royal du 20 septembre 2012 modifiant l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur et l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

Vu l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 fixant les délégations de compétences pour l'application de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire et de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur;

Vu l'association des gouvernements de régions;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 juillet 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 août 2012;

Vu l'avis n° 51696/2/V du Conseil d'Etat, donné le 10 septembre 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2012/14563]

8 JANUARI 2013 — Koninklijk besluit tot wijziging van verscheidene bepalingen betreffende het rijbewijs AM, A1, A2 en A

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, artikel 1, eerste lid, artikel 23, vervangen bij de wet van 9 juli 1976 en gewijzigd bij de wetten van 29 februari 1984 en 18 juli 1990 en artikel 26, vervangen bij de wet van 9 juli 1976;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 april 2011 tot aanpassing van de rijbewijscategorieën, het rijbewijsmodel en de voorwaarden voor examinatoren, ingevolge Richtlijn 2006/126/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 20 december 2006 betreffende het rijbewijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 2012 betreffende het rijbewijs in kaartmodel;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 september 2012 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen en het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 april 2010 tot toekenning van de bevoegdheidsdelegaties voor de toepassing van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs en van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen;

Gelet op de betrokkenheid van de gewestregeringen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 juli 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 17 augustus 2012;

Gelet op advies nr. 51696/2/V van de Raad van State, gegeven op 10 september 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;